



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-187

CONSEIL MUNICIPAL DU SAMEDI 8 OCTOBRE 2011

MARCHES PUBLICS

Objet : APPROBATION DU CONTRAT DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE ECLAIRAGE PUBLIC ET SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE - AUTORISATION DE SIGNATURE - FINANCEMENT

L'an deux mille onze et le 08 octobre, à 08h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Serge PAIOLA, Francis HERNANDEZ donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Gérard BASTIDE donne pouvoir à François COMMEINHES, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER

Etait absent : Marion DEVINEAU, Régis LOMBARDI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Vu les dispositions des articles L.1414-1 à L.1414-16, D.1414-1 à D.1414-9 du CGCT, ainsi que les dispositions des articles L.313-23 à L.313-35 du Code Monétaire et Financier,

Vu la délibération du Conseil municipal du 6 avril 2010 approuvant le principe du recours à un contrat de partenariat pour renouveler son réseau d'éclairage public et de signalisation tricolore,

Vu la délibération du Conseil municipal du 19 juillet 2011 :

- approuvant la proposition de Monsieur le Maire de retenir au vu du classement des candidats, le groupement CITELUM/SOGETRALEC en qualité de titulaire du contrat de partenariat public privé pour le renouvellement du réseau d'éclairage public et de signalisation tricolore,
- autorisant le Maire à procéder à la phase de mise au point du contrat,

Vu le contrat de partenariat laissé à la consultation des conseillers municipaux, à l'hôtel de ville,

La phase de mise au point du contrat de partenariat public privé pour le renouvellement du réseau d'éclairage public et de signalisation tricolore a permis d'aboutir à la rédaction finale du document lequel est soumis par la présente délibération à votre approbation,

Ce contrat est passé pour une durée de 20 ans.

Par ailleurs et conformément à l'article L. 1414-10 du CGCT, il est précisé :

- le coût prévisionnel global du contrat s'élève à 2 549 792 € en moyenne annuelle, la durée de ce contrat étant de 20 ans à compter de la date à laquelle il sera notifié ;
- la part que ce coût représente par rapport à la capacité de financement annuelle de la Ville est de 3,30 %.

Le financement mis en place par le groupement CITEUM/SOGETRALEC est accompagné d'une cession de créance professionnelle au profit de l'établissement bancaire AUXIFIP que la Ville de SETE doit accepter en application des articles L.313-23 à L.313-35 du Code monétaire et financier.

Ce financement implique la signature d'une convention tripartite entre la Ville, le candidat et l'établissement bancaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la rédaction finale du contrat final de partenariat public privé pour le renouvellement du réseau d'éclairage public et de signalisation tricolore,

AUTORISE le Maire à signer avec le groupement CITEUM/SOGETRALEC le contrat final de partenariat,

AUTORISE le Maire à signer l'acte d'acceptation de la cession de créance au profit de l'établissement bancaire AUXIFIP,

DIT que les crédits sont prévus aux budgets 2011 et suivants.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 28 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 0, NE PREND PAS PART AU VOTE : 0.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-188

CONSEIL MUNICIPAL DU SAMEDI 8 OCTOBRE 2011

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : SERVICE PUBLIC DELEGUE DES BAINS DE MER - CONVENTIONS
D'EXPLOITATION DES LOTS DE PLAGE 2011-2015 - RETRAIT DES
DELIBERATIONS DES 08 JANVIER 2011 ET 07 FEVRIER 2011 - FIXATION DU
MONTANT DES REDEVANCES DOMANIALES - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille onze et le 08 octobre, à 08h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Serge PAIOLA, Francis HERNANDEZ donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Gérard BASTIDE donne pouvoir à François COMMEINHES, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER

Etait absent : Marion DEVINEAU, Régis LOMBARDI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Sébastien PACULL Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Par délibération n° D-2010-179 du 22 juin 2010 a été décidé le lancement d'une procédure de délégation de service public pour l'attribution des conventions d'exploitation de la plage, réparties en dix-huit lots pour les saisons 2011 à 2015.

Par délibération n° D-2011-001 du 08 janvier 2011, les lots n° 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 18 ont été attribués.

Par délibération n° D-2011-0024 du 07 février 2011, le lot n° 7 a été attribué.

Par courrier du 20 avril 2011, Monsieur le Préfet de l'Hérault a autorisé l'attribution de ces lots uniquement pour la saison estivale 2011 et a demandé à la Commune de lancer une procédure pour les années à venir.

Dans l'intérêt général de la Commune et pour la sécurité juridique des conventions d'exploitation de la plage, il est nécessaire de retirer les délibérations précitées ayant attribué les lots pour les saisons estivales 2011 à 2015.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE de retirer la délibération de notre Conseil municipal du 08 janvier 2011, n° D-2011-001,

DECIDE de retirer la délibération de notre Conseil municipal du 07 février 2011, n° D-2011-024.

FIXE les montants des redevances domaniales 2011 dues par les exploitants des lots, selon le tableau ci-dessous :

Lots	Noms	Redevances domaniales 2011
2	SARL BARQUE BLEUE	18.000 €
3	MICHELOT HERVE	5.000 €
4	SARL LES SALINES	18.000 €
5	MICHELOT HERVE	4.000 €
6	SARL L'OURAGAN	22.500 €
7	SARL LE DOME	22.500 €
8	SARL LA PAILLOTE	22.500 €
9	SARL L'ARCHE ACD	22.500 €
11	SARL CABANON DE LA PLAGE – CIANNI	18.500 €
12	SARL WATERWORLD	4.000 €
13	LA PRAIA	18.500 €
14	SARL VOILE ROUGE	18.500 €
15	LA MADRAGUE	11.000 €
16	SARL CAP CARAÏBES	9.000 €
18	EURL LE COQ D'OR	15.000 €

AUTORISE le Trésorier municipal à en faire recette sous l'imputation suivante :
Nature : 7083 Fonction : 91 Service : DOPB

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 28 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 0, NE PREND PAS PART AU VOTE : 0.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-189

CONSEIL MUNICIPAL DU SAMEDI 8 OCTOBRE 2011

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : SERVICE PUBLIC DELEGUE DES BAINS DE MER - EXPLOITATION DES LOTS DE PLAGE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC 2012-2017 - RELANCE DE LA PROCEDURE - FIXATION DU MONTANT DES REDEVANCES DOMANIALES - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille onze et le 08 octobre, à 08h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Serge PAIOLA, Francis HERNANDEZ donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Gérard BASTIDE donne pouvoir à François COMMEINHES, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER

Etait absent : Marion DEVINEAU, Régis LOMBARDI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Sébastien PACULL Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Par arrêté préfectoral n° 2010-I-940 du 12 mars 2010, l'Etat a concédé à la Ville pour une durée de 12 ans (2010-2021), en vue de leur équipement-entretien-exploitation et sur la base d'un cahier des charges réglementaire, les plages naturelles du littoral situé de Sète à Marseillan.

Aux termes de ce cahier des charges, 18 lots, réservés à la location de matériels avec ou sans engins motorisés, avec ou sans restauration et à des jeux de plage, ont été répartis sur le lido communal.

Par deux délibérations des 8 janvier et 7 février 2011, notre assemblée a attribué 16 de ces 18 lots.

Par délibération de ce jour, nous avons procédé au retrait des délibérations susvisées, sur avis de Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Il convient à présent de relancer une procédure de délégation de service public pour les 18 lots, pour les années 2012 à 2017 incluse, sur la base de nouvelles conventions d'exploitation intégrant des adaptations aujourd'hui nécessaires et précisant mieux les obligations à la charge des futurs sous-concessionnaires, notamment en matière de réglementation d'urbanisme et d'accessibilité au public.

Ainsi, l'exploitation des lots sera consentie, dans le cadre de cette procédure, de la saison 2012 à la saison 2017 incluse.

Conformément à la réglementation, le Comité Technique Paritaire et la Commission Consultative des Services Publics Locaux, réunis respectivement les 21 septembre 2011 et 7 octobre 2011, ont émis un avis sur le principe d'une délégation de service public.

En outre, en application de l'article L1411-4 du CGCT, le rapport joint à la présente développe les objectifs poursuivis et le contenu des prestations demandées aux exploitants.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, je vous invite à vous prononcer sur le principe de la relance de la procédure d'une DSP en vue de l'exploitation des lots tels que décrits ci-après :

Plages	N° lots	Position des lots	Affectation des lots	Surface maximale des lots	Surface maximale des plate-formes + terrasses	Redevance d'occupation
Lazaret	1	X=708291.4204 Y=122209.2860	Location de matériels (transats, matelas, parasols)	500 m²	100 m²	5.000 €
Corniche	2	X=707898.4790 Y=122414.1848	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	800 m²	320 m²	18.000 €
	3	X=707734.9104 Y=122388.5023	Jeux d'enfants (activités sportives et aires de loisirs)	1100 m²	100 m²	6.000 €
Fontaine	4	X=707114.9298 Y=122244.5757	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	800 m²	320 m²	18.000 €
	5	X=706921.9586 Y=122123.5332	Jeux d'enfants (activités sportives et aires de loisirs)	1100 m²	100 m²	4.000 €
Lido-Est	6	X=706755.1055 Y=122042.2823	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	1000 m²	400 m²	22.500 €
	7	X=706547.5328 Y=121915.7303	Location de matériels (transats, matelas,	1000 m²	400 m²	22.500 €

			parasols) avec restauration			
	8	X=706376.1293 Y=121785.3065	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	1000 m²	400 m²	22.500 €
	9	X=706262.9396 Y=121685.4665	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	1000 m²	400 m²	22.500 €
	10	X=705628.7892 Y=121113.0514	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	500 m²	200 m²	12.000 €
	11	X=705079.5909 Y=120629.9925	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	500 m²	200 m²	12.000 €
Lido Centre	12	X=704048.5600 Y=119645.3178	Location nautique avec ou sans engins motorisés	300 m²	100 m²	4.000 €
	13	X=703832.0626 Y=119417.9623	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	1000 m²	400 m²	18.500 €
	14	X=703617.5572 Y=119215.2335	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	1000 m²	400 m²	18.500 €
Lido Ouest	15	X=700751.1781 Y=116032.7181	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration (périmètre protection redoute Castellás)	1000 m²	400 m²	15.000 €
	16	X=700452.2806 Y=115702.0941	Location nautique avec ou sans engins motorisés (périmètre protection redoute Castellás)	500 m²	100 m²	6.666 €
			Location			

	17	X=699814.6839 Y=114963.303	nautique avec engins de plage sans motorisation	300 m²	100 m²	4.000 €
	18	X=699780.4278 Y=114928.7993	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	1000 m²	400 m²	15.000 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

FIXE les montants des redevances domaniales dues par les futurs attributaires des lots de plage 2012-2017, tel qu'indiqués dans le tableau ci-dessus,

AUTORISE le Trésorier municipal à en faire recette, le moment venu, sous l'imputation :
Nature : 7083 – Fonction : 91 – Service : DOPB

APPROUVE le principe du lancement d'une procédure de Délégation de Service Public en vue de l'exploitation des lots de plage pour les années 2012 à 2017 incluse, sur la base du rapport annexé à la présente,

ADOpte le règlement de la consultation ci-annexé,

ADOpte les projets de conventions d'exploitation des lots de plage et le cahier des prescriptions architecturales ci-annexés,

AUTORISE le Maire ou l'élú délégué à engager la procédure de consultation, lancer l'appel à candidatures et accomplir tous les actes préparatoires à la passation des conventions d'exploitation.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
Pour : 28 Ne participe pas au vote : 9

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2011-190

CONSEIL MUNICIPAL DU SAMEDI 8 OCTOBRE 2011

ACTION SOCIALE

Objet : CREATION D'UN MEDiateUR MUNICIPAL - AUTORISATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille onze et le 08 octobre, à 08h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Emile ANFOSSO donne pouvoir à Serge PAIOLA, Francis HERNANDEZ donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Gérard BASTIDE donne pouvoir à François COMMEINHES, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER

Etait absent : Marion DEVINEAU, Régis LOMBARDI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Dans quelque domaine que ce soit, la médiation a fait les preuves de son utilité et de son efficacité.

Plusieurs maires, s'inspirant de cette pratique, ont créé des médiateurs municipaux, compétents dans toutes les matières autres que celles qui relèvent du médiateur national et dans les limites de leur commune.

C'est ainsi que le médiateur municipal est saisi de problèmes qui naissent entre le citoyen et sa mairie mais également de conflits entre habitants (querelles de voisinage, etc.). Ni juge, ni arbitre, indépendant et neutre, le médiateur municipal est à la recherche de solutions équitables ; son intervention est gratuite, sur simple demande.

En outre, à l'écoute de la population, ce conseiller bénévole aura un rôle d'accompagnement dans les démarches administratives contribuant ainsi à améliorer la qualité du lien social.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la création d'un Médiateur Municipal pour la Ville de SETE

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG